

CE MONDE QUI BOUGE

Liban, incertitudes
au pays du Cèdre

De Beyrouth, Hassane Zerrouky

Dimanche, la majorité sortante dite du «14 mars» conduite par le Courant du futur (sunnite) de Saâd Hariri et ses alliés chrétiens (les Kataëb et les Forces libanaises de Samir Geagea) ainsi que les Druzes de Walid Joumblat ont remporté les élections législatives. Sur les 128 sièges en lice, ils en ont remporté 71, trois de moins qu'en 2005.



Leurs adversaires, les deux partis chiites (Hezbollah et Amal) et leurs alliés chrétiens du Courant patriotique libre (CPL) du général Michel Aoun et Marada de Sleimane Frangié, sans oublier le Tachnag (arménien) ont certes perdu, mais ils ont gagné trois sièges de plus qu'en 2005 (57 sièges contre 54). Le courant de Aoun demeure toutefois la première force politique dans les régions chrétiennes : avec ses 24 députés, il a plus du double de députés que ses principaux adversaires chrétiens des Kataëb (5 sièges) et des Forces libanaises (5 sièges).

Dans l'ensemble, le scrutin, supervisé par des observateurs de l'Union européenne, de la Ligue arabe, et par l'ancien président américain, Jimmy Carter, s'est déroulé sans incident majeur. La violence tant redoutée à l'heure du dépouillement des urnes n'a pas eu lieu. La participation (54%) a été supérieure à celle enregistrée en 2005 (48%).

L'échec du Hezbollah et de Michel Aoun est imputé à plusieurs facteurs. La peur de l'avenir en cas de victoire du Hezbollah et de ses alliés a fait que deux régions chrétiennes, deux circonscriptions test, où son allié Michel Aoun était donné favori, ont voté pour les Kataëb, les Forces libanaises et leurs alliés. Ainsi Achrafieh (Beyrouth-Est) et Zahlé dans la Bekaa (12 sièges) ont été remportées par les forces du «14 mars». Les sunnites, minoritaires dans ces régions, mais aussi une partie de la minorité arménienne, ont fait pencher la balance en faveur des alliés chrétiens de Saad Hariri.

Le parti de ce dernier, le Courant du futur, l'a bien sûr emporté dans les circonscriptions majoritairement sunnites, comme Beyrouth-Ouest, Tripoli et le Liban-Nord ainsi qu'à Saïda (Sud-Liban). Avec ses 33 députés, le parti de Saad Hariri est la première force parlementaire du pays.

Les médias ont joué leur rôle. LBC, première chaîne libanaise, et Futur Tv (propriété de la famille Hariri, seconde chaîne du pays, ont fait feu de tout bois sur la menace que ferait peser sur le Liban une victoire du Hezbollah et de ses alliés chrétiens. La guerre destructrice israélienne de l'été 2006 est très présente dans la mémoire collective. La veille du scrutin, Israël, qui s'est invité dans ces élections, a averti qu'une victoire du Hezbollah et de ses alliés ferait du Liban «une entité iranienne» et signifierait que le Liban «est devenu un Etat terroriste» !

L'argent a eu également sa part dans le vote des Libanais. Les deux camps – majorité et opposition – en ont usé largement. La presse libanaise s'en est d'ailleurs fait l'écho. Les milliardaires des deux camps ont, dit-on, non seulement acheté des voix, mais financé des avions charters : plus de 700 avions ont atterri à Beyrouth durant les jours précédant le scrutin, transportant des milliers d'électeurs libanais vivant à l'étranger pour voter pour les partis ayant financé leurs voyages. Contrairement à l'Algérie, les exilés libanais n'ont pas le droit de voter à l'étranger et le vote par procuration n'est pas prévu par la loi électorale.

Les voix de ces milliers d'«électeurs» venus de l'étranger ont dû peser sur l'issue du scrutin dans certaines circonscriptions.

Reste que la victoire de Saâd Hariri et des alliés risque de ne rien régler. La question des armes du Hezbollah, sujet «non-négociable», a averti le Parti de Dieu, la place du Liban dans l'échiquier régional, pays otage d'un conflit régional qui le dépasse, et dans ce contexte la formation du gouvernement d'union nationale, font que le pays n'est pas encore sorti du tunnel.

H. Z.

SANTÉ

Alerte aux maladies chroniques

L'enquête MICS 3, initiée depuis trois années par l'Office national des statistiques et le ministère de la Santé, et dont les résultats ont été rendus publics la semaine passée, confirme que les maladies chroniques, en constante augmentation, représentent un véritable problème de santé publique. La prévalence de ces pathologies, qui touchent les femmes plus que les hommes, augmente avec l'âge.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'enquête à indicateurs multiples (MICS 3) a été réalisée auprès des ménages dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, l'Office national des statistiques, l'Unicef, la Coordination des Nations unies et l'Onusida.

L'objectif de l'enquête est de mettre au jour la situation des enfants et des femmes et de suivre les progrès réalisés dans le cadre des objectifs du plan d'action mondial «un monde digne des enfants» et des Objectifs du millénaire pour le développement. Ainsi, et concernant le chapitre consacré à la santé, 10,5 % des ménages interrogés ont déclaré souffrir de maladies chroniques connues, dont 95,2 % des cas ont été confirmés par un personnel qualifié.

Selon les résultats de l'enquête, parmi les maladies chroniques recensées, l'hypertension artérielle (HTA) occupe la première place avec un taux de 4,4%, suivie du diabète avec 2,1%, des



Photo : DR

L'hypertension artérielle occupe la première place.

maladies articulaires (1,7%), de l'asthme, 1,2 %, et des maladies cardiovasculaires (1,1%).

Pour toutes ces maladies chroniques déclarées dont souffrent les personnes interrogées, les spécialistes ont noté une augmentation significative de la prévalence avec l'âge. Elle passe ainsi, de 2,6% chez les enfants de moins de 19 ans à 4,3% chez les personnes des 25-34 ans, puis à 18,5% chez les 35-59 ans, pour atteindre le niveau de 51% chez les personnes âgées de 60 ans et plus.

Par ailleurs, et selon les données fournies par l'enquête, la population féminine est la plus touchée, avec 12,6% contre 8,4% pour les hommes. Ce sont les régions centre et est du pays qui ont enregistré les plus fortes prévalences, à raison respectivement de 11,3 et 11,2%, suivies de l'ouest et du sud (9,9 et 7,1%).

Le niveau de bien-être économique joue aussi un rôle dans la prévalence des

maladies chroniques. Ces dernières augmentent, en effet, selon le niveau de bien-être économique du ménage à raison de 8,4% dans l'indice 1 des plus pauvres, et 12,8 dans l'indice 5 des plus riches. Pour ce qui est de l'hypertension artérielle, elle augmente significativement avec l'âge, notamment à partir de 35 ans. Elle passe de 0,6% pour la population âgée de 25-34 ans à 31,2% chez les personnes âgées de 60 ans et plus.

La faible utilisation du sel iodé dénoncée

Les problèmes de santé sont aussi liés, selon l'enquête, à l'iodation du sel. Ainsi, les troubles liés à la carence en iode (TCI) sont la principale cause, de l'aliénation mentale, susceptible, cependant, d'être évitée, et influe sur le développement psychomoteur du jeune enfant et l'apparition du goître endémique.

La carence en iode augmente aussi le risque de décès à la naissance et de

fausses-couches. L'objectif international est de parvenir à une élimination durable de la carence en iode d'ici 2025. L'indicateur est le pourcentage de ménages consommant un sel iodé de façon adéquate.

Selon les résultats de l'enquête, le taux des ménages consommant du sel iodé est de 72,2% au centre du pays contre 36,8% au sud, un niveau particulièrement bas.

La proportion de ménages consommant du sel normalement dosé est de 67,6% en milieu urbain et de 51,2% en milieu rural. Comme, selon l'indice de richesse, ce sont les ménages les plus pauvres qui s'approvisionnent le plus en sel ne répondant pas aux normes, avec une proportion de 49,9% contre 18,3% pour les ménages les plus riches.

LA MICS 3 a aussi concerné la mortalité infantile, la santé, l'environnement, la santé reproductive, l'éducation, la protection de l'enfant ainsi que le VIH sida.

F.-Z. B.

SON ORGANISATION ACTUELLE EST «INADAPTÉE»

La Cosob opère sa mue

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) autocritique. Dans son rapport 2008, ladite commission considère, en effet, que son organisation actuelle «ne semble pas adaptée pour prendre en charge correctement ses missions».

Un cabinet conseil planche depuis le début de l'année sur sa restructuration.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Dans leur chapitre dédié au plan de modernisation et de développement du marché financier, les rédacteurs du rapport réservent tout un chapitre à l'organisation même de la Cosob. Il en ressort que «plusieurs raisons militent pour la mise en place d'une réorganisation des structures administratives et techniques», afin de voir jouer pleinement leur rôle «avec la compétence et la rigueur nécessaires pour garantir le bon fonctionnement et la transparence du marché ainsi que la protection des investisseurs en valeurs mobilières». L'organigramme mis en

place en 2001 sera donc révisé pour «assurer une meilleure répartition du travail, mieux définir les tâches et missions incombant à chaque structure, en veillant à ce que tout le champ d'intervention de la commission soit couvert, renforcer l'encadrement des produits d'épargne collective et du capital investissement appelé à se développer tel que préconisé par le plan de modernisation du marché financier».

C'est dans cette optique qu'un cabinet conseil a été engagé afin de faire une expertise pour analyser les dimensions statutaires, réglementaires, organisationnelles pour, lit-on dans le rapport, «mieux cerner la notion d'autorité de régulation indépendante et, par conséquent, de mieux définir son champ de compétence». Le bureau d'études engagé doit examiner le cadre juridique dans lequel évolue la Cosob, faire une étude comparative sur le fonctionnement des structures similaires dans les pays émergents, formuler des propositions pour compléter et amender le cadre législatif afin d'arriver à la modernisation souhaitée de la Cosob. En attendant que le bureau rende son verdict, la Cosob a entamé un plan d'ac-

tion pour une plus grande optimisation des ressources humaines et financières.

Un plan de restructuration et de développement des ressources humaines a été mis en place en parallèle d'un plan de formation des effectifs, auquel s'ajoute la modernisation des moyens techniques.

N. I.

Quelques indicateurs
du rapport 2008

Durant l'année 2008, le montant global des transactions a atteint 21 414 845 dinars.

Le volume global des titres échangés est estimé à 16 819.

L'exercice 2008 a connu une nette progression des séances fructueuses, soit 37 de plus que l'année dernière.

Au 31 décembre 2008, la capitalisation boursière s'élevait à 6 500 000 000 dinars.

Le montant des fonds levés a atteint 36 milliards contre 7,8 milliards de dinars en 2007.

Le montant total des emprunts obligataires a atteint 19 milliards de dinars.